

# Des plans de relance inefficaces

*L'aide d'urgence Coronavirus suffit en Suisse*

analyse

---

Samuel Rutz

---

Les plans de relance économique font leur retour sur la scène internationale dans le cadre de la crise du Coronavirus. En Suisse aussi, les premiers appels pour de tels plans se sont fait entendre depuis le tout début de la pandémie. Toutefois, stimuler la demande économique ne serait pas utile à l'heure actuelle, car de nombreux indicateurs montrent que la Suisse ne se dirige pas vers une récession prolongée.

L'expérience a montré que les avantages des plans de relance économique sont souvent extrêmement modestes. La stimulation de la consommation échoue généralement, car en situation de crise, les ménages ne dépensent pas leurs revenus supplémentaires, mais ils les placent sur leurs comptes épargne. De plus, la stimulation de la consommation de l'Etat, par exemple sous la forme de programmes d'investissement, est compromise, car les projets adaptés sont rares. De plus, les effets de ces programmes ne se font souvent sentir que lorsque l'économie se redresse.

Actuellement, des plans de relance économique qui iraient au-delà de l'aide d'urgence mise en place pour la pandémie de Coronavirus ne se justifient pas. Toutefois, il convient de continuer à soutenir de manière cohérente toutes les mesures qui combattent directement le virus, telles que les dépenses liées aux tests et traçages ou à l'homologation thérapeutique et à la production des vaccins.

<b>_ Une ancienne recette réchauffée</b>	<b>_ 3</b>
_ Un appel à des mesures de relance économique également en Suisse	3
<b>_ Une grande différence entre l'aide d'urgence et les plans de relance</b>	<b>_ 4</b>
<b>_ Des plans de relances inutiles dans la situation actuelle</b>	<b>_ 5</b>
_ Pas de problème urgent du côté de la demande	5
_ Des perspectives de reprise économique	6
_ Des plans de relance uniquement en dernier recours	8
<b>_ Peu de moyens efficaces pour stimuler la consommation</b>	<b>_ 9</b>
_ Une propension croissante à épargner en temps de crise	9
_ Les programmes d'investissements sont généralement trop lents et arrivent trop tard	9
<b>_ Des coûts nettement supérieurs aux bénéfiques</b>	<b>_ 11</b>
_ Une utilisation ciblée des fonds publics pour la lutte contre la pandémie	11
Bibliographie	12

# Une ancienne recette réchauffée

---

Il y a longtemps que les programmes de relance étatiques existent <sup>-1</sup> et aujourd'hui, quand l'économie menace de s'effondrer, le réflexe est de les préconiser, et en partie de les mettre en œuvre. Les mesures fiscales visant à stimuler la demande et destinées à amortir une récession ont été utilisées à grande échelle, par exemple dans le cadre du *New Deal* pendant la Grande Dépression des années 1930 et, plus récemment, lors de la crise financière de 2008 (OECD 2009).

Les plans de relance économique font désormais leur retour sur la scène internationale dans le cadre de la crise du Coronavirus. Le gouvernement allemand prévoit des impulsions économiques à hauteur de 130 milliards d'euros. En Autriche, 19 milliards d'euros devraient être dépensés pour soutenir l'économie (Bundesfinanzministerium 2020, Republik Österreich 2020). En France, un programme d'investissement de 100 milliards d'euros est prévu (SRF 2020).

## Un appel à des mesures de relance économique également en Suisse

En Suisse, les premiers appels pour des plans de relance économique se sont fait entendre peu après le début de la pandémie de Coronavirus. Par exemple, dès le printemps 2020, le Parti socialiste (PS) suisse a demandé dans un communiqué de presse un plan d'investissement et de relance économique ainsi que d'autres mesures pour stimuler l'économie (comme des programmes d'infrastructures dans le cadre de la politique climatique) (SP 2020). Les Verts souhaitent également que les investissements, prévus pour surmonter la crise du Coronavirus, servent la politique climatique. Dans ce contexte, ils parlent d'un «Green New Deal» (GPS 2020). L'Union syndicale suisse (USS) a exigé que les caisses d'assurance maladie réduisent leurs réserves (d'environ 4 milliards de francs) et les distribuent aux assurés. L'USS a également demandé une augmentation des prestations du chômage partiel pour les bas salaires de 80 % à 100 % du salaire assuré (SGB 2020).

Aussi, il est important de se demander si ces stimulations de la demande économique peuvent réellement produire les effets escomptés.

---

1 Aujourd'hui, l'idée d'utiliser l'intervention de l'Etat pour stimuler l'activité économique est principalement liée à l'approche de politique économique «keynésienne». Celle-ci nous vient de l'économiste britannique John Maynard Keynes (1936) qui, lors de la Grande Dépression, recommandait dans son ouvrage *General Theory* (1936) que les gouvernements relancent l'économie avec un déficit budgétaire lors de situations d'urgence et de crises.

# Une grande différence entre l'aide d'urgence et les plans de relance

---

Les demandes de mesures conjoncturelles doivent être clairement distinguées de l'aide d'urgence dans le cadre de la pandémie (qui a été adoptée à juste titre). L'objectif premier de l'aide d'urgence n'est pas de stimuler l'activité économique, mais bien de pourvoir des liquidités à court terme aux entreprises et aux ménages, afin de les aider à surmonter au mieux le confinement ou le ralentissement imposé par le gouvernement et d'éviter les effets systémiques (Müller et al. 2020). <sup>-2</sup> L'aide d'urgence contribue aussi à stabiliser la demande globale et à maintenir le potentiel de production.

Contrairement aux aides d'urgence, les plans de relance économique sont conçus pour le long terme. Ce sont des mesures ciblées et temporaires, afin de compenser des pertes de production, ou pour retrouver une courbe de croissance positive. Le marché du travail et l'économie dans son ensemble doivent être soutenus par le biais d'une stimulation (artificielle) de la demande, au détriment d'une augmentation de la dette publique.

---

2 C'est à dire d'éviter qu'une crise touchant un acteur économique individuel ou un secteur ne se propage à l'ensemble de l'économie nationale, voire internationale.

# Des plans de relance inutiles dans la situation actuelle

---

Dans la situation actuelle, on peut toutefois se demander si une stimulation de la demande est vraiment souhaitable. En effet, les bouleversements économiques ont été principalement déclenchés par des mesures de politique sanitaire, telles que le confinement strict au printemps et le semi-confinement en automne. C'est suite à ces mesures que les activités économiques se sont ralenties et que de nombreuses personnes n'ont pu exercer leurs professions que dans une moindre mesure. La perturbation des chaînes d'approvisionnement internationales a en outre restreint la production et le commerce, en particulier lors du premier confinement. Pour marquer le trait, on peut dire que, comparée à des crises économiques antérieures, celle du Coronavirus a conduit à un effondrement de l'offre, et non de la demande.

Un des objectifs importants des mesures de confinement est justement de réduire l'offre de certains secteurs (restaurants, boîtes de nuit, cinémas, transports publics, voyages organisés, manifestations sportives, etc.) afin de prévenir la propagation et la transmission du Coronavirus. De ce point de vue, les mesures prises au Royaume-Uni, comme la distribution de bons de repas peu après la fin du premier confinement sont inconséquentes, surtout si la consommation doit être restreinte par des mesures étatiques.

## **Pas de problème urgent du côté de la demande**

En Suisse, la demande n'a pas connu de problème majeur. Cette situation est en partie due aux stabilisateurs économiques existants, comme le chômage partiel. Si nous arrivons à gérer la pandémie lors des prochains mois, sans devoir recourir à d'autres interventions massives dans l'économie, l'indice du climat de consommation – qui s'est quelque peu amélioré depuis le début de l'automne (voir figure 1) – ne devrait pas se détériorer de manière significative. <sup>-3</sup> Au contraire, il est tout à fait probable que, suite à des effets de rattrapage, la consommation stimulera la croissance économique. Ainsi, le Crédit Suisse (2020) anticipe que dans les mois à venir, 5,5 milliards de francs d'épargne pourraient être mis en circulation. Cela compenserait environ la moitié de la baisse de consommation enregistrée ces derniers mois.

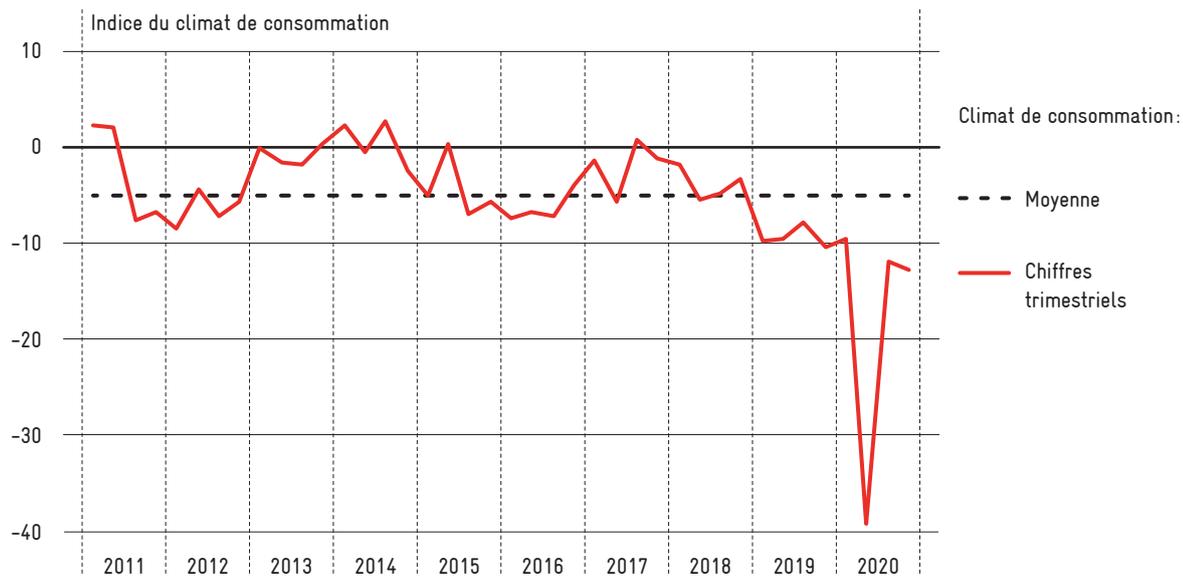
De manière générale, d'autres indicateurs indiquent une évolution positive de la consommation en Suisse. Par exemple, depuis le début de l'été, le volume hebdomadaire de transactions par carte bancaire revient au fur et

---

3 Bien que le climat de la consommation ne soit pas encore complètement au beau fixe, il était, en octobre 2020, avec une valeur de -13, nettement meilleur qu'au printemps 2020, où l'indice était tombé à près de -40.

Figure 1

### Forte amélioration du climat de consommation



La valeur -5 correspond à la valeur moyenne depuis la première enquête du Seco sur l'indice du climat de consommation en 1972.

Source : Seco (2020c)

à mesure aux niveaux d'avant la crise (voir figure 2). La deuxième vague de l'épidémie en octobre n'a pas encore entraîné de chute massive de la consommation.

Au vu de cette évolution, une stimulation à large échelle de la demande au moyen de plans de relance économique ne semble donc pas nécessaire. Au contraire, celle-ci pourrait même entraîner une surchauffe temporaire de la demande si l'effet d'une mesure de relance coïncidait avec l'effet de «rattrapage». L'augmentation significative du taux d'épargne des ménages suisses au cours des derniers mois indique également que de tels effets de rattrapage de la consommation ne sont pas irréalistes (voir figure 3).

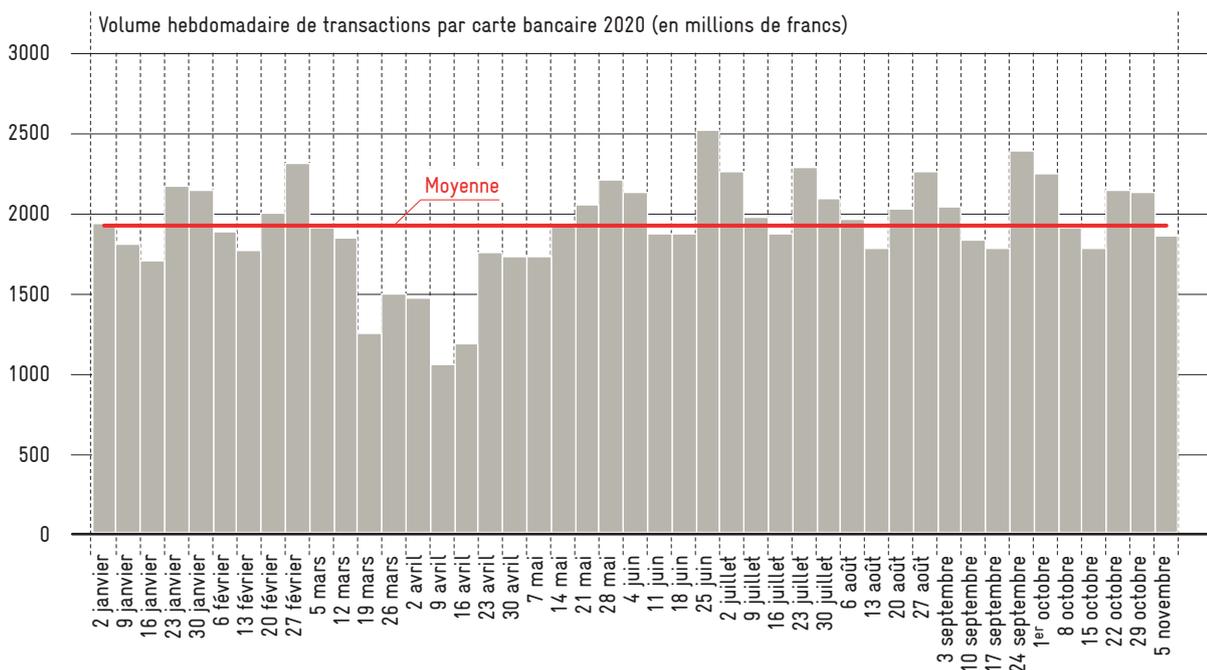
### Des perspectives de reprise économique

De manière générale, les prévisions économiques actuelles dressent un tableau moins sombre qu'au début de la pandémie.<sup>4</sup> La Suisse a certes enregistré une croissance négative de son PIB au cours des deux premiers trimestres de l'année et est donc officiellement en récession. Le Seco prévoit une baisse du PIB de 3,8 % en 2020 dans son estimation actuelle. Le KOF, quant à lui, estime cette baisse à 3,6 %. Pour l'année prochaine, le Seco et

4 Voir aussi l'indice relatif à l'activité économique hebdomadaire (AEH) publié depuis le 20 novembre 2020, qui fournit des informations actualisées sur l'évolution de l'économie suisse (Seco 2020b).

Figure 2

## Les dépenses pour la consommation ont presque retrouvé le niveau d'avant la crise



Dans les transactions indiquées sont compris: les transactions par carte de débit (TPE), les retraits d'argent liquide avec carte de débit et cartes bancaires au bancomat ainsi que les transactions par carte de crédit (TPE/en ligne).

Source: Monitoring Consumption Switzerland (2020)

le KOF prévoient toutefois à nouveau un taux de croissance positif de respectivement 3,8 % et 3,2 % (Seco 2020, KOF 2020).

Etant donné que ces prévisions datent d'avant la deuxième vague, elles sont vraisemblablement trop optimistes. Toutefois, vu que le nombre d'infections a maintenant diminué dans la plupart des cantons, malgré des interventions relativement mineures dans l'économie, on peut espérer que cette dernière se relève par ses propres moyens et qu'elle retrouve bientôt une courbe de croissance positive.

Dans ce contexte, les avancées annoncées dans l'élaboration d'un vaccin contre le Covid-19 (NZZ 2020) sont également encourageantes. Il existe un large consensus sur le fait qu'un vaccin efficace contre le Coronavirus est une condition *sine qua non* d'un retour à la normalité économique et sociale. Même si l'homologation thérapeutique d'un vaccin par les autorités de santé compétentes est encore en suspens et que diverses questions concernant la stratégie de vaccination de la Confédération et des cantons restent ouvertes, on peut supposer que la vaccination pourra être lancée à grande échelle dans le courant de l'année prochaine.

### **Des plans de relance uniquement en dernier recours**

Mais que se passera-t-il si les évaluations ci-dessus se révélaient trop optimistes et que la Suisse se dirigeait vers une récession prolongée, voire combinée avec une crise financière ? Dans un tel scénario, on s'attendrait à une forte baisse de la demande économique, déclenchée par exemple par une détérioration des perspectives économiques et une hausse du chômage. Cela pourrait également s'accompagner de tendances déflationnistes, doublées d'un nouveau renforcement du franc suisse.<sup>-5</sup> Un tel scénario extrême est à notre avis peu vraisemblable. S'il devait toutefois se réaliser, des mesures de stimulation de la demande pourraient alors être considérées.

---

5 Pour une description plus détaillée d'un tel scénario, voir Brunetti (2020).

# Peu de moyens efficaces pour stimuler la consommation

---

Indépendamment de l'évaluation du développement économique à court et moyen terme, il est important de souligner que les espoirs placés dans l'efficacité des plans de relance économique sont souvent exagérés. En principe, les impulsions fiscales peuvent être fournies en stimulant la consommation privée ou de l'Etat.

## Une propension croissante à épargner en temps de crise

Afin de stimuler la consommation privée, des mesures peuvent être prises pour augmenter le revenu disponible des ménages. Ces mesures seraient par exemple les baisses d'impôts et de taxes, les réductions des cotisations aux assurances sociales et les augmentations des prestations sociales. Le problème ici est que le revenu supplémentaire n'est souvent pas dépensé, mais qu'il finit sur le compte épargne ou qu'il est utilisé pour réduire une dette.<sup>-6</sup> En Suisse, où le taux d'épargne est particulièrement élevé,<sup>-7</sup> la propension à épargner augmente fortement en période d'incertitude économique. Par exemple, une étude du Crédit Suisse (2020) montre que le «taux d'épargne volontaire» (à savoir l'épargne en plus de celle pour la prévoyance vieillesse obligatoire) a considérablement augmenté lors des récessions précédentes (voir figure 3). Actuellement, cette tendance s'observe aussi. L'augmentation du taux d'épargne volontaire de 13 % à 22 % est exceptionnelle.

Les mesures visant à stimuler la consommation privée posent un autre problème : les effets escomptés pour l'économie nationale s'évaporent tout simplement lorsque les revenus supplémentaires sont utilisés pour des biens importés ou dépensés directement à l'étranger. En résumé, on peut craindre que les effets de ces mesures de soutien de la demande se révèlent extrêmement modestes dans le contexte actuel.

## Les programmes d'investissements sont généralement trop lents et arrivent trop tard

L'instrument le plus important et le plus répandu pour accroître la consommation de l'Etat se trouve dans les programmes d'investissements. Cependant, leurs effets doivent être examinés avec un œil critique, car ils ne se font souvent ressentir que lorsque l'économie se redresse. Là, ils peuvent déployer un effet négatif, car ils accentuent alors la surchauffe de l'économie en plein essor. En outre, ils interviennent souvent au mauvais endroit.

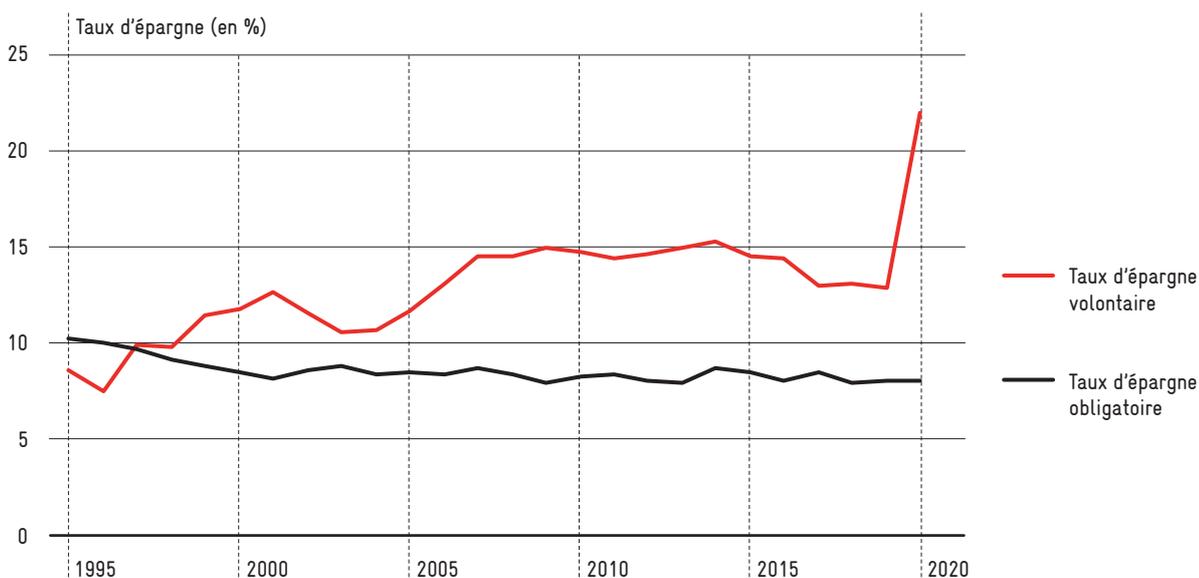
---

6 Par exemple, après la crise financière de 2008, les ménages américains ont largement utilisé les réductions d'impôts pour rembourser leurs dettes plutôt que pour consommer (Sahm, Shapiro et Slemrod, 2010).

7 Le taux d'épargne en Suisse était de 14,4 % en 2017 (BFS 2019). Dans la zone euro, il n'était que de 5,45 % la même année (OECD 2020), soit environ 10 points de pourcentage en moins.

Figure 3

### Forte augmentation du taux d'épargne «volontaire»



Source : jusqu'en 2019 : OFS (2020) ; dès 2020 (estimations) : Crédit Suisse (2020).

L'expérience vécue avec les mesures de relance économique adoptées par la Confédération lors de la crise financière de 2008 l'a confirmé.

Dans son rapport (EFK 2012) sur la conception et la mise en œuvre des mesures de stabilisation de l'époque, le Contrôle fédéral des finances (CDF) a constaté que le budget fédéral ne contenait que peu de possibilités d'investissement qui se prêtaient à des mesures de relance économique. En particulier, les possibilités d'accélérer la mise en œuvre de grands projets d'infrastructures étaient largement limitées car ceux-ci nécessitent des procédures de consultations lourdes qui peuvent rarement être reprogrammées. Ces projets concernaient en outre essentiellement le secteur de la construction et ne convenaient pas pour soutenir le secteur des exportations affaibli à l'époque. La situation actuelle devrait être très semblable. Ainsi par exemple, la construction accélérée d'un tunnel financé par la Confédération sera peu utile pour l'industrie d'exportation, qui fait face à une menace de pertes d'emploi en raison de l'effondrement des flux commerciaux causés par le Coronavirus. De même, les secteurs de la restauration, de l'événementiel ou de la culture, gravement touchés, ne profiteront pas d'une mise en œuvre accélérée de projets d'investissement dans la pierre.

En raison du manque de projets adéquats, le CDF a constaté que quelques investissements réalisés en 2008 n'avaient pas généré d'impulsions perceptibles de la demande (par exemple dans le secteur de la recherche) ou qu'ils avaient entraîné des retards dus au manque de travaux préparatoires. Sur les 1,7 milliard de francs dépensés à l'époque, seule la moitié environ a été dépensée au cours de l'année de récession de 2009. Le reste a été dépensé en 2010, lorsque l'économie suisse avait déjà retrouvé le chemin de la croissance.

## Des coûts nettement supérieurs aux bénéfiques

Les bénéfiques potentiels des mesures économiques qui, comme mentionné, ne se concrétisent souvent pas comme souhaité, doivent toujours être mis en balance face aux coûts possibles. Ces derniers peuvent entre autres se présenter sous la forme de dette publique, de maintien des structures économiques, de distorsions du marché, d'effets d'aubaine ou d'incitations négatives. La proposition d'une augmentation de l'indemnisation à 100 % du chômage partiel est imparfaite dans la mesure où elle n'incite pas, sur le long terme, à réintégrer au plus vite le marché de l'emploi, à suivre une formation continue ou à se reconvertir (Müller et al. 2020). Cela va à l'encontre de l'objectif de vitaliser le marché du travail.

De plus, il faut rappeler que les plans de relance économique sont financés par le budget de l'Etat. Tôt ou tard, ils coûtent beaucoup d'argent aux contribuables, ce qui limite leur volonté de consommer et d'investir dans l'avenir.

### **Une utilisation ciblée des fonds publics pour la lutte contre la pandémie**

Les plans de relance devraient donc représenter une solution de «dernier recours» et être réservés aux cas extrêmes, par exemple si la Suisse se dirigeait vers une récession prolongée. Un tel scénario peut être probablement mis de côté, notamment au vu de la hausse de l'indice du climat de consommation, de la reprise des dépenses de consommation, des prévisions économiques actualisées par rapport à la situation de ce printemps et des percées dans le développement de vaccins contre le Covid-19. Par conséquent, il n'y a actuellement aucune bonne raison de mettre en place des plans de relance économique qui iraient au-delà de l'actuelle aide d'urgence.

Cela ne signifie pas pour autant que les politiciens doivent rester les bras croisés et laisser les choses se faire d'elles-mêmes. Bien évidemment, toutes les mesures qui servent à combattre directement la pandémie doivent continuer à être soutenues de manière cohérente. Ainsi, sont concernées : les dépenses relatives au «test et traçage»<sup>-8</sup>, tout comme la mise en place de capacités suffisantes dans le secteur de la santé, ou la simplification des réglementations administratives telles que la validation de nouvelles méthodes de tests et de nouveaux vaccins.

---

8 Voir aussi les recommandations de la Task Force scientifique Covid-19 (NCS-TF 2020).

## Bibliographie

- BFS, Bundesamt für Statistik (2019): Haushaltseinkommen und -ausgaben. [www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/wirtschaftliche-soziale-situation-bevoelkerung.assetdetail.10867220.html](http://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/wirtschaftliche-soziale-situation-bevoelkerung.assetdetail.10867220.html). Consulté le 24.11.2020.
- BFS, Bundesamt für Statistik (2020): Verfügbares Einkommen und Ersparnis der privaten Haushalte und POoE. Zu laufenden Preisen. [www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/volkswirtschaft/volkswirtschaftliche-gesamtrechnung.assetdetail.14347516.html](http://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/volkswirtschaft/volkswirtschaftliche-gesamtrechnung.assetdetail.14347516.html). Consulté le 24.11.2020.
- Brunetti, Aymo (2020): Wirtschaftspolitische Antworten auf die Corona-Krise: Eine Roadmap für die kurze, mittlere und lange Frist, Policy Paper. [staff.wvi.unibe.ch/brunetti/downloads/202008\\_WirtschaftspolitischeAntwortenAufDieCorona\\_Krise\\_Roadmap\\_V6.pdf](http://staff.wvi.unibe.ch/brunetti/downloads/202008_WirtschaftspolitischeAntwortenAufDieCorona_Krise_Roadmap_V6.pdf). Consulté le 11.11.2020.
- Bundesfinanzministerium Deutschland (2020): Das Konjunkturprogramm. [www.bundesfinanzministerium.de/Web/DE/Themen/Schlaglichter/Konjunkturpaket/das-konjunkturpaket.html](http://www.bundesfinanzministerium.de/Web/DE/Themen/Schlaglichter/Konjunkturpaket/das-konjunkturpaket.html). Consulté le 26.10.2020.
- Credit Suisse (2020): Corona-Krise: Was bedeuten die Staatsschulden für die Schweiz und ihre Wirtschaft, Monitor Schweiz, 2Q 2020. [www.credit-suisse.com/media/assets/private-banking/docs/ch/unternehmen/unternehmen-unternehmer/publikationen/monitor-schweiz-q2-2020-de.pdf](http://www.credit-suisse.com/media/assets/private-banking/docs/ch/unternehmen/unternehmen-unternehmer/publikationen/monitor-schweiz-q2-2020-de.pdf). Consulté le 24.11.2020.
- EFK, Eidgenössische Finanzkontrolle (2012): Die Konjunkturmassnahmen des Bundes 2008 – 2010: Evaluation der Konzeption und Umsetzung der Stabilisierungsmassnahmen. [www.efk.admin.ch/de/publikationen/allgemeine-kommunikation/publikation-nach-pruefnummer-suchen.html?searchword=Die%20Konjunkturmassnahmen%20des%20Bundes%202008%20%E2%80%93%202010.&searchphrase=all#searchres](http://www.efk.admin.ch/de/publikationen/allgemeine-kommunikation/publikation-nach-pruefnummer-suchen.html?searchword=Die%20Konjunkturmassnahmen%20des%20Bundes%202008%20%E2%80%93%202010.&searchphrase=all#searchres). Consulté le 24.11.2020.
- GPS, Grüne Partei Schweiz (2020): Green New Deal: Aus der Krise in eine grüne Zukunft. [www.gruene.ch/kampagne/green-new-deal-d](http://www.gruene.ch/kampagne/green-new-deal-d). Consulté le 26.10.2020.
- Grünenfelder, Peter; Cosandey, Jérôme; Dümmler, Patrick; Rühli, Lukas; Rutz, Samuel; Salvi, Marco (2020): Mehr Freiheiten für die Unternehmen zur Bekämpfung der Corona-Pandemie. Avenir Suisse, 01.04.2020. [www.avenir-suisse.ch/publication/mehr-freiheiten-fuer-die-unternehmen-zur-bekaempfung-der-corona-pandemie/](http://www.avenir-suisse.ch/publication/mehr-freiheiten-fuer-die-unternehmen-zur-bekaempfung-der-corona-pandemie/). Consulté le 23.11.2020.
- Keynes, John M. (1936): The General Theory of Employment, Interest and Money. London: Macmillan.
- KOF, Konjunkturforschungsstelle (2020): KOF Konjunkturprognosen. [www.kof.ethz.ch/prognosen-indikatoren/prognosen/kof-konjunkturprognosen.html](http://www.kof.ethz.ch/prognosen-indikatoren/prognosen/kof-konjunkturprognosen.html). Consulté le 26.10.2020.
- Monitoring Consumption Switzerland (2020): [monitoringconsumption.com/dashboards/](http://monitoringconsumption.com/dashboards/). Consulté le 24.11.2020.
- Müller, Jürg; Müller, Valérie; Salvi, Marco (2020): Wirtschaftspolitische Antworten auf die zweite Welle. Avenir Suisse, 20.11.2020. [www.avenir-suisse.ch/publication/wirtschaftspolitische-antworten-auf-die-zweite-welle](http://www.avenir-suisse.ch/publication/wirtschaftspolitische-antworten-auf-die-zweite-welle). Consulté le 23.11.2020.
- NCS-TF, Swiss National COVID-19 Task Force (2020): Gründe für eine substanzielle Erhöhung der Ressourcen für Contact Tracing und Testen. [ncs-tf.ch/de/policy-briefs/policy-briefs-de/gruende-fuer-eine-substanzielle-erhoehung-der-ressourcen-fuer-contact-tracing-und-testen-06-nov-20-2](http://ncs-tf.ch/de/policy-briefs/policy-briefs-de/gruende-fuer-eine-substanzielle-erhoehung-der-ressourcen-fuer-contact-tracing-und-testen-06-nov-20-2). Consulté le 23.11.2020.
- NZZ (2020): Durchbruch bei Corona-Impfung. 10.11.2020.
- OECD, Organisation for Economic Cooperation and Development (2009): OECD Economic Outlook, Interim Report March 2009, OECD Publishing, Paris. [doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2008-sup2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2008-sup2-en). Consulté le 12.11.2020.
- OECD, Organisation for Economic Cooperation and Development (2020): Household accounts. <https://doi.org/10.1787/cfc6f499-en>. Consulté le 23.10.2020.
- Republik Österreich, Parlamentsdirektion (2020): Aktuelle Gesetzesvorhaben zum Konjunkturpaket. [www.parlament.gv.at/PAKT/BUDG/GESETZESVORLAGEN/KONJUNKTURPAKET/index.shtml](http://www.parlament.gv.at/PAKT/BUDG/GESETZESVORLAGEN/KONJUNKTURPAKET/index.shtml). Consulté le 26.10.2020.
- Sahm, Claudia R.; Shapiro, Matthew D.; Slemrod, Joel (2010): Household Response to the 2008 Tax Rebate: Survey Evidence and Aggregate Implications. In: Tax Policy and the Economy. 24(1), S.69–110.
- Seco, Staatssekretariat für Wirtschaft (2020a): Konjunkturprognosen. [www.seco.admin.ch/seco/de/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/Wirtschaftslage/konjunkturprognosen.html](http://www.seco.admin.ch/seco/de/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/Wirtschaftslage/konjunkturprognosen.html). Consulté le 26.10.2020.
- Seco, Staatssekretariat für Wirtschaft (2020b): Index zur wöchentlichen Wirtschaftsaktivität. [www.seco.admin.ch/seco/de/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/Wirtschaftslage/indikatoren/wwa.html](http://www.seco.admin.ch/seco/de/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/Wirtschaftslage/indikatoren/wwa.html). Consulté le 23.11.2020.
- Seco, Staatssekretariat für Wirtschaft (2020c): Konsumentenstimmung. [www.seco.admin.ch/seco/de/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/Wirtschaftslage/Konsumentenstimmung.html](http://www.seco.admin.ch/seco/de/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/Wirtschaftslage/Konsumentenstimmung.html). Consulté le 24.11.2020.

SGB, Schweizerischer Gewerkschaftsbund (2020): Krisenmassnahmen: Wirtschaft stabilisieren und Kaufkraft stärken. [www.sgb.ch/themen/wirtschaft/detail/krisenmassnahmen-wirtschaft-stabilisieren-und-kaufkraft-staerken](http://www.sgb.ch/themen/wirtschaft/detail/krisenmassnahmen-wirtschaft-stabilisieren-und-kaufkraft-staerken).

Consulté le 26.10.2020.

SP, Sozialdemokratische Partei der Schweiz (2020): Coronavirus-Pandemie: Drei-Pfeiler-Strategie zur Bewältigung der Krise. [www.sp-ps.ch/de/publikationen/medienmitteilungen/coronavirus-pandemie-drei-pfeiler-strategie-zur-bewaltigung-der](http://www.sp-ps.ch/de/publikationen/medienmitteilungen/coronavirus-pandemie-drei-pfeiler-strategie-zur-bewaltigung-der).

Consulté le 26.10.2020.

SRF (2020): Frankreichs Premier kündigt 100-Milliarden-Corona-Spritze an. [www.srf.ch/news/international/konjunkturrhilfe-fuer-frankreich-frankreichs-premier-kuendigt-100-milliarden-corona-spritze-an](http://www.srf.ch/news/international/konjunkturrhilfe-fuer-frankreich-frankreichs-premier-kuendigt-100-milliarden-corona-spritze-an). Consulté le 12.11.2020.

---

Editeur Avenir Suisse, [www.avenir-suisse.ch](http://www.avenir-suisse.ch)  
Traduction Justine Wieland  
Relecture interne Jérôme Cosandey, Antoine Duquet  
Conception Carmen Sopi

© Novembre 2020 Avenir Suisse, Zurich

---

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur. Avenir Suisse étant intéressé à la diffusion des idées présentées ici, l'utilisation par des tiers des conclusions, des données et des graphiques de cette œuvre est expressément souhaitée à condition que la source soit indiquée de façon précise et bien visible et que les dispositions légales en matière de droits d'auteur soient respectées.

Télécharger [www.avenir-suisse.ch/fr/publication/des-plans-de-reliance-inefficaces/](http://www.avenir-suisse.ch/fr/publication/des-plans-de-reliance-inefficaces/)